

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 6 (1948)
Heft: 2

Artikel: Evolution des sociétés et système politiques
Autor: Pilet-Golaz, Marcel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-132793>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Evolution des sociétés et systèmes politiques ¹

par Marcel PILET-GOLAZ

ancien président de la Confédération

Nous allons tenter, avec toute la prudence qui s'impose en pareille matière, de formuler... des conclusions ? Ce serait trop dire et prétentieux de notre part. Il faudrait pour cela raisonner et raisonner bien. Mais les meilleurs raisonnements du monde sont toujours contestables, alors que les faits, eux, et nous nous sommes bornés à des faits jusqu'à présent, ne le sont pas. Ils intercalent la logique entre les matériaux qu'ils travaillent et l'on sait depuis longtemps que la vie n'est point logique : elle ne le devient que dans notre esprit. Non, ce seront tout au plus des impressions que je vous soumettrai et qu'il vous faudra prendre comme telles. A vous ensuite d'en tirer les conséquences, si elles vous paraissent en comporter.

Encore conviendra-t-il de se garder d'une transposition facile autant que trompeuse du plan ancien sur le plan nouveau. Les différences sont trop grandes entre l'état des sociétés dans l'antiquité et celui de nos communautés modernes. Elles présentent des analogies, certes ; de là à parler d'identités, c'est un pas qui ne doit être franchi qu'avec beaucoup de précautions. Sans doute l'histoire se répète-t-elle. Mais elle ne se ressemble pas. Il suffit d'un élément nouveau pour que les lignes de force qui la mouvaient dévient ou se neutralisent et que leur résultante prenne une autre direction. Or, ce n'est pas un élément nouveau, c'est plusieurs que nous rencontrons aujourd'hui et nous ignorons encore l'influence qu'ils exerceront.

Tout d'abord notre monde moderne est plus vaste que l'ancien : les cinq continents en font partie, qui chacun pèse de son poids, ce qui n'était pas le cas jadis. Il est aussi plus ouvert. Je veux dire que les relations entre peuples sont plus nombreuses, plus intenses

¹ Le texte ci-après est celui de la cinquième et dernière leçon que M. M. Pilet-Golaz a prononcée en date du 10 mars 1948 dans le cadre des conférences organisées par l'Ecole des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne.

et plus complexes. Actions et réactions réciproques s'en ressentent. Ce qui se passe en Chine, en Afrique du Sud ou aux Etats-Unis déploie un effet plus profond et plus immédiat que les transformations que nous avons constatées autour du bassin méditerranéen. La solidarité, heureuse ou malheureuse, l'interdépendance des nations sont aujourd'hui plus grandes et plus étroites, à cause des moyens de communication, qu'elles n'étaient possibles au temps des trirèmes et des chariots. Le rythme des rapports internationaux s'est considérablement accéléré : leur développement, bon ou mauvais, se déroule à une vitesse que ne soupçonnaient pas les Anciens.

Puis nous avons été dotés, par la science — fée tour à tour propice ou maligne selon notre attitude — du machinisme qui bouleverse l'univers depuis deux siècles. Autrefois l'homme ne disposait que d'outils, serviteurs de ses muscles et instruments de sa volonté. Il en restait le maître, parce qu'ils demeuraient à sa mesure. Maintenant la machine s'est substituée à nos muscles et échappe de plus en plus à notre volonté. Bientôt nous n'en serons plus nous-mêmes que l'instrument. Que fera-t-elle de nous et où nous conduira-t-elle ?

Enfin la technique nous a ouvert une mer nouvelle, qui ne baigne plus, comme l'autre, quelques rivages seulement, mais recouvre toutes nos terres : je veux parler de l'air, océan qui n'est plus l'apanage de riverains privilégiés, mais est accessible à tous les habitants de la planète, si reculé que soit leur établissement. Si vous préférez, nous avons aujourd'hui des communications à trois dimensions, dont l'une universelle, globale, alors que précédemment elles n'en avaient que deux, limitées et partielles. C'est un changement fondamental, dont les effets commencent à peine à se faire sentir.

Cependant, une autre transformation s'opérait, capitale, elle aussi. Je pense à la propagation des nouvelles, de la parole, écrite ou parlée, de l'image également, plus suggestive encore. La radio et le cinéma permettent de travailler l'opinion publique simultanément et partout à la fois, ou presque. Ce ne sont plus quelques orateurs ou quelques tablettes qui proclament ou qui inculquent idées et besoins, lentement et successivement. L'émetteur et le film les ont remplacés à la millième puissance avec déploiement instantané. Mais il y a plus : le lecteur reste un individu, une

personne, un esprit critique, si peu que ce soit. Un auditeur et un spectateur sont une cellule d'une foule. Or nous ne le savons que trop, combien la psychologie des foules est différente de celle des hommes, pris séparément, qui les composent ; plus simple, impulsive, passionnée, primaire, sommaire, brutale, aveugle. Le monde, aujourd'hui, est une foule immense et perpétuelle, constamment dans l'attente du slogan libérateur et du magnétisme enchanteur. Le nombre existait autrefois, mais formé d'unités, lâchement associées ; maintenant, c'est la masse, compacte, qui pèse de son poids énorme, écrasant, sur le destin des peuples.

Tout cela, l'antiquité ne l'a point connu ou ne l'a connu qu'en petit et fragmenté. Que les mouvements et la direction de l'humanité en soient modifiés, c'est ce dont personne ne peut douter. Comment et dans quel sens, c'est ce que personne ne peut savoir avec certitude.

Mais cette constatation suffit pour montrer combien il serait téméraire de transporter purement et simplement le passé dans le présent ou, pis encore, l'avenir. On ne doit donc pas croire que ce qui est arrivé déjà arrivera nécessairement encore et que les évolutions révolues annoncent sans erreur les évolutions futures. C'est possible, ce n'est pas sûr. Certains éléments fondamentaux subsistent dont l'influence persistera, elle aussi ; la nature de l'homme, par exemple, qui ne semble guère avoir changé ; le climat, la géographie, déjà plus variable. Pour le surplus, nous sommes en présence de l'inconnu.

Je tenais à le rappeler avant de vous soumettre les quelques réflexions qui vont suivre sur l'évolution des pays et des peuples que nous avons rétrospectivement survolés. Elles ne s'appliquent pas « ipso facto » aux sociétés modernes.

* * *

Commençons par notre impression la plus générale, la plus juste probablement et, peut-être, la plus permanente.

Les sociétés maritimes — que la mer inspire, attire, anime, nourrit — évoluent autrement que les sociétés terriennes. Les premières sont plus ouvertes aux contacts, aux influences, aux pénétrations, aux gens et aux idées du dehors. Leur moteur, alimenté d'une essence plus raffinée et plus abondante, tourne

plus vite et plus rond. Elles sont plus active, plus vivantes, plus souples et plus riches. Ce n'est pas pour rien que les grands empires terriens, si puissants et si vastes soient-ils, ont une sensation d'asphyxie, un désir d'évasion, le besoin d'atteindre la mer libre, d'y posséder des ports qui accélèrent leur respiration et leur fournissent de l'oxygène. Babyloniens, Assyriens et Perses en ont vu leur politique constamment inspirée.

La mer, la navigation, appelle le commerce, par lui l'industrie, intensifie même l'agriculture pour avoir du fret de retour. Elle donne petit à petit la prépondérance à la fortune mobilière, alerte, changeante, extensive, essaimeuse. Elle favorise ainsi la formation d'une classe moyenne de négociants, d'artisans, autonomes, indépendants, qui se sentent compétents et entendent être responsables ; d'une haute bourgeoisie aussi, faite d'armateurs, d'assureurs, de banquiers. Elle donne naissance ainsi au grand capitalisme.

Elle donne le goût du mouvement, aiguise la curiosité ; pousse aux explorations, provoque les découvertes, entretient, développe et satisfait le besoin d'aventure, du nouveau, trempe les caractères. Ce n'est pas pour rien que l'on parle des « hardis » marins.

L'esprit s'en ressent. Il ne craint pas les innovations ; il se dépouille de son traditionnalisme inné. Les échanges ne se bornent pas aux marchandises, aux produits matériels ; ils s'étendent à ceux de l'intelligence, aux idées, aux croyances mêmes. La tolérance en profite, germe de paix. L'internationalisme s'esquisse qui se hausse parfois à l'universalisme, quand il ne dégénère pas en cosmopolitisme. Commerce et navigation ont besoin de protection en dehors des frontières nationales. D'où le droit des gens, autre pilier de la paix, qui substitue à la force et à la ruse l'usage et l'équité. Il en sort la diplomatie pacifique, qui s'efforce d'éviter les conflits et la guerre, néfastes à la prospérité, par opposition à la diplomatie belliciste des peuples terriens, avides de territoires.

L'économie maritime et mercantile, œuvre d'hommes actifs et indépendants, tend vers l'individualisme. Elle relâche nécessairement, par l'absence et la richesse mobilière, les liens familiaux et patrimoniaux. Elle délivre femmes et adultes des entraves ancestrales. Libérale, elle préconise la liberté personnelle. Du même coup, elle demande l'égalité juridique, qui en est à la fois la condition et le complément. En ce sens, elle est de tendance

démocratique, si l'on ne donne pas au mot démocratie une signification strictement politique, mais plutôt sociale : elle met volontiers les gens sur le même pied légal au départ.

Comme il n'y a pas de lumière sans ombre, empressons-nous d'ajouter que dans les sociétés maritimes et mercantiles, à propension individualiste, le sens de la solidarité s'affaiblit. L'intérêt personnel a tendance à prendre le pas sur celui de la communauté. Avec l'indépendance de la personne, la force de l'égoïsme s'accroît ; l'égoïsme qui se manifeste souvent par l'indifférence. L'esprit civique recule ; avec lui l'acceptation des obligations militaires, toujours lourdes et asservissantes. L'armée s'affaiblit. Elle cesse d'être le peuple en armes. Elle devient professionnelle, parfois mercenaire ; dans les deux cas en dehors de la nation, avec les dangers de politique extérieure ou intérieure que cela comporte.

Pour subordonner l'intérêt particulier, toujours plus exigeant, à l'intérêt général, la volonté de l'individu ne suffit plus. Il faut une autorité qui l'impose, avec d'autant plus de fermeté que le relâchement est plus grand. C'est la monarchie absolue en Egypte ou le principat impérial à Rome. Sinon, ce sont les dissensions qui commencent, les divisions intestines, les troubles, l'anarchie. Et l'on finit par la tyrannie, ou l'intervention étrangère, quelquefois les deux ; nous l'avons vu en Grèce.

Enfin, dernier trait que je voudrais relever — il y en a beaucoup d'autres qui mériteraient de l'être aussi, mais il faut se borner — en politique internationale, l'économie maritime et mercantile marque sa préférence pour l'exploitation matérielle plutôt que pour la domination politique, l'hégémonie plutôt que la conquête, et dans les circonstances les plus heureuses, la fédération plutôt que l'absorption. Elle porte en germe le Commonwealth plus que l'Empire.

Les sociétés « terriennes », elles, semblent évoluer sur un autre plan.

D'abord, leur rythme est plus lent, comme l'agriculture est plus lente que le commerce. N'est-elle pas déterminée par le sol et par le climat, qui ne changent guère ou insensiblement ? Les modifications qu'elle subit n'ont point pour cause des conjonctures passagères, mais des interventions plus durables : travaux publics, assainissement, irrigation, voies de communication ; ou des perfectionnements techniques : outillage, engrais nouveaux, sélections.

Cela tient aussi au caractère du paysan, à sa vie : il regarde en bas ou en haut, moins autour. Il est attaché à la glèbe qui colle à ses chaussures. Il ne quitte pas volontiers son sol natal, sauf pour trouver d'autres terres, meilleures.

L'économie agricole est plus lourde, parce qu'elle tient plus de la nature immuable que de la vive intelligence. C'est comme la marche dans les guérets, qui retardent l'allure. La fortune, elle-même, participe de l'immobilité dont elle sort et qu'elle sert : fonds, plantations, bâtiments. Les installations, les outils, le bétail sont étroitement unis au domaine et à ses besoins ; au point que certains d'entre eux — et parfois l'homme, quand il est serf — deviennent immeubles par destination et ne changent de main qu'avec le fonds.

Par cette immobilité relative, l'économie agricole se montre moins susceptible d'adaptation aux circonstances. Elle ne se « retourne » pas d'un coup de volant comme l'industrie. Donc elle est plus sensible aux changements qui se produisent autour d'elle et qu'elle ne peut suivre rapidement. Elle en souffre davantage. Tout naturellement, elle est soucieuse de stabilité, qui représente pour elle la sécurité. C'est dire qu'elle s'avère traditionaliste, de sentiment et de fonctionnement. Patriarcale aussi — paternaliste, si vous préférez ce terme moderne. L'exploitation familiale — petite ou grande famille, avec ses tenants et aboutissants, ses clients, son personnel domestique — y trouve son milieu favorable. Il en résulte une solidarité nécessaire et spontanée qui prend souvent la forme communautaire. Le droit dont elle a besoin ne sera pas individualiste. Il sera plus réel que personnel ; plus territorial qu'international. Il y aura tendance, sur le sol nourricier et immuable, à devenir autarcique. Son uniformité sera plus marquée, son glissement vers l'étatisme plus facile. La féodalité, ouverte ou tacite, y prendra des formes diverses, selon les époques et les circonstances — familiale avec le seigneur, collective avec les biens de main-morte, grands domaines du fisc ou de l'Eglise.

L'économie agricole, en outre, se développera volontiers dans un sens nationaliste. Elle évolue vers la constitution d'Etats aux conditions générales internes semblables, plus qu'à la fédération ou qu'à l'Empire. Si elle est entraînée par un mouvement d'expansion, ce sera sous la forme de conquête, pour l'exploitation directe, et non de l'hégémonie, qui ne permet que le profit indirect. Ainsi

se sont formés les grands empires continentaux, en Asie, en Europe, l'Assyrien par exemple, puis le Romain en Occident.

L'économie agricole, enfin, se repliera plus facilement sur elle-même que l'économie mercantile, qui ne peut se fermer sous peine d'anémie mortelle. Aussi dans les époques de crise prolongée voit-on se produire une scission de plus en plus profonde — sous forme de taxes de douane ou de transit, de contingents, de restrictions, de prohibitions — entre les pays à économie maritime ouverte et ceux à économie terrienne autarcique. Cela va parfois jusqu'à la rupture. Nous l'avons constaté à plusieurs reprises entre la Haute et Basse Egypte, puis entre l'Empire romain d'Occident ou ses successeurs et l'Empire d'Orient. Si nous avions eu le temps d'explorer la Chine, nous aurions relevé des phénomènes semblables.

Mais je constate que je cède au travers moderne, celui de l'alternative, comme s'il n'y avait jamais que deux termes : le bon et le mauvais, le blanc et le noir, le droit et la force, etc. J'ai l'air de croire qu'il n'y avait que deux économies dans le monde antique : la maritime et la mercantile, d'un côté, la terrienne et l'agricole de l'autre. Il va de soi qu'il y en eut et souvent de mixtes, à la fois terrienne et maritime, mercantile et agricole. L'Egypte en a possédé de pareilles à plusieurs reprises et Rome également.

J'ai simplement voulu montrer, avec une clarté qui m'a trahi en m'entraînant vers la schématisation, les caractères et les tendances naturelles des deux économies extrêmes, les évolutions vers lesquelles elles sont le plus facilement poussées. Ces caractères et ces tendances nous les retrouvons d'ailleurs dans les économies mixtes où elles s'équilibrent parfois, mais où la prédominance de l'une, quand elle se produit, finit par déterminer la direction finale ; et c'est cela peut-être qui est le plus intéressant.

* * *

L'économie qu'elle pratique contribue à la longue à donner son moule à la société. Il est donc probable que nous retrouverons dans l'organisation de cette société les traits distinctifs de son économie, traits qui se modifieront avec les transformations que subira celle-ci au cours des temps.

Et c'est bien, en gros tout au moins, ce que nous avons pu observer durant notre exploration-éclair.

La navigation, le négoce demandent de l'initiative, de la décision, de l'énergie, de la hardiesse, toutes qualités qui sont d'ordre personnel et développent le sens de la responsabilité individuelle.

Rien d'étonnant, par conséquent, de voir le libéralisme et, par lui, la liberté, les accompagner ou les suivre.

De même, ils sont — le second surtout — réfractaires à l'étatisme. Sans doute est-ce le motif pourquoi le commerce, intérieur en tout cas, fut rarement nationalisé et presque toujours sans grand succès. Dirigé, il se dérobe et l'on voit alors fleurir le marché parallèle, de même que cascader les monnaies quand les tendances déficitaires entraînent finances publiques et privées.

Comme cette économie favorise la richesse mobilière, individualiste, et crée une classe moyenne, elle a pour effet de rompre les cadres hiérarchiques de la société, fondés sur la possession de la terre quand ils ne le sont pas uniquement sur la force — le glaive du guerrier dans les périodes de violence. Cette classe moyenne, qui prend conscience de sa puissance et de sa valeur, qui a pris goût à l'indépendance, cherche à rejeter les tutelles qui pèsent sur elle. Elle secoue les privilèges de l'aristocratie qui la blessent matériellement et moralement, elle les secoue jusqu'à les faire tomber. Elle ne veut pas rester dans la condition inférieure de la plèbe.

Pour conserver son statut autonome, elle résiste à l'étatisme et pour ne point perdre ses biens, elle redoute la démagogie. Habile aux échanges de marchandises, elle s'habitue aux échanges d'idées, ce qui développe son sens critique et l'incline à la tolérance. Par son ascension, elle fait pénétrer petit à petit sa mentalité dans les classes dirigeantes, où elle s'installe à son tour. Sous son influence, on voit le groupe diminuer d'importance et la personnalité humaine gagner en signification. Le droit privé se détend et s'assouplit. Régimes matrimonial et successoral se relâchent de leur rigidité et de leur dureté primitive. Le droit public se fait égalitaire, puisque tous les hommes ont en principe une valeur égale, rehaussée encore par les conceptions religieuses épurées qui, presque toujours, se manifestent quand la civilisation va s'épanouir. Désireuse de commercer, elle préfère la paix à la guerre, l'ordre aux troubles. Le droit international en profite et la politique sociale

aussi. La prospérité lui fait aimer le luxe ; elle protégera les arts et les loisirs, lui permettront de se livrer aux études désintéressées, aux professions dites, à juste titre, libérales et aux spéculations philosophiques.

Avec l'économie terrienne et agricole, le dirigisme se heurte à moins de résistance. Pour peu que le besoin de stabilité et le souci de la sécurité se fassent plus pressants, elle ne répugnera pas, avec sa classe de grands propriétaires d'un côté et sa multitude de petits agriculteurs de l'autre, à l'étatisme. Le domaine, le village, la profession — l'agriculture comporte toujours un petit artisanat — l'emporteront avec leur esprit familial, ou communautaire ou corporatif sur l'individualisme.

Les qualités du terrien sont l'application, plus que l'initiative, la ténacité plus que l'énergie, la prudence plus que la hardiesse. Transposées sur le plan social, nous aurons la fidélité et le traditionalisme, la méfiance aussi envers ce qui est nouveau ou étranger. Le paysan s'en tiendra aux usages plus qu'aux idées, à la religion simple plus qu'à la philosophie, il croira davantage à la résistance et à la force qu'à l'habileté et aux conventions. Gagnant péniblement sa vie, il ne peut s'offrir le luxe et le jugera avec sévérité, sauf chez le maître et seigneur, si celui-ci n'exagère pas. (En cela d'ailleurs il ressemble à toutes les petites gens.) Les arts le touchent moins. Son droit sera hiérarchique et strict.

Ici encore, je dois répéter mon avertissement de tout à l'heure. Pour caractériser, j'ai simplifié. A l'excès. Il n'y eut jamais, sauf dans les périodes les plus sombres, de cloisons étanches entre les économies terriennes et maritimes, agricoles et mercantiles. Au contraire, les contacts furent constants et les interpénétrations fréquentes. Aussi les influences réciproques et successives furent-elles nombreuses. Le commerce profite largement d'une agriculture prospère et l'agriculture — à la longue — profite elle aussi d'un commerce actif : ses débouchés s'élargissent et sa condition s'améliore en se libérant des contingences régionales et autarciques.

On peut même dire que les grandes époques des peuples, des Etats et des Empires que nous avons considérés, furent précisément celles où les deux économies, au lieu de s'écarter, se sont complétées. Les plus heureuses aussi : les qualités qu'elles donnent, l'une et l'autre, aux hommes s'associent, s'équilibrent, se mettent

mutuellement en valeur ; leurs défauts se neutralisent. Car il y a aussi les défauts.

Chaque type a les siens en germe qui, par circonstances propices ou maléfiques — comme vous voudrez — se développent et étouffent les qualités.

Avec l'économie maritime et mercantile, à base individualiste, le sens de la solidarité risque de s'affaiblir dangereusement. Dans le domaine politique, la notion de l'Etat se relâche ; les énergies peuvent cesser de se grouper dans l'intérêt commun ; le particularisme, l'esprit de clocher se répandre. — Les cités grecques.

Au militaire, le goût du lucre et l'amollissement éloignent de l'armée. Celle-ci se professionnalise et bientôt se compose de mercenaires, prêts à suivre leurs chefs marchant à la conquête du pouvoir ou à composer avec l'ennemi. Nous l'avons vu en Egypte ; nous savons ce qu'est devenue Carthage et nous connaissons la fin de l'Empire romain.

Sur le terrain social, l'individualisme outrancier, le libéralisme du laisser-faire, enflent l'égoïsme. Chacun veut exploiter au maximum ses avantages, d'abord sans se préoccuper du voisin puis, contre lui. Le capitalisme créateur se gonfle en surcapitalisme oppressif. Sa concentration dans les mains des « grandes familles » constitue une nouvelle aristocratie d'argent et suscite un large prolétariat. L'égalité juridique devient illusoire par la trop criante inégalité économique, ce qui provoque l'intervention de l'Etat, bientôt tout-puissant en face d'une société atomisée.

Au spirituel, l'esprit critique dégénère en scepticisme, la spéculation philosophique ruine la foi religieuse. Les valeurs morales, discutées, perdent leur efficacité. Le matérialisme n'est plus freiné. La société s'abandonne. La décadence la livre à ses ennemis extérieurs ou intérieurs, dont le moindre n'est pas la sénilité.

L'économie terrienne, autarcique, nationaliste, quand s'aggravent ses caractères, conduit aux conflits avec l'étranger, conflits d'autant plus violents qu'ils opposent non plus des particuliers, mais des Etats. Plus disciplinée et plus militaire, elle est plus portée vers les guerres et les conquêtes. Dirigiste, elle entretient une bureaucratie féodale ou fonctionnariste coûteuse, qui ralentit l'activité et diminue la prospérité.

Le sentiment communautaire fait s'effacer l'individu devant le groupe et entrave l'épanouissement de la personnalité. L'esprit

d'invention, de progrès, d'initiative en souffre. La société stagne ou régresse. La tradition devient routine, la fidélité conservatisme et parfois réaction. La foi glisse vers la superstition. Un phénomène de fossilisation se produit : la vie se retire lentement du corps cristallisé. Elle ne revient que sous la pression d'événements qui font sauter les cadres trop rigides : conquête ou révolution.

Ces évolutions dégénéréscentes ne s'accomplissent, bien entendu, que lentement, de génération en génération. Elles ne sont ni continues ni rectilignes, pas nécessairement non plus cycliques. Elles se présentent plutôt sous une forme sinueuse et spiroïdale, avec des périodes d'accélération et de récupération, des hauts et des bas. Si j'allais au bout de ma pensée, je les comparerais aux mouvements de la lune autour de la terre, de la terre autour du soleil, lui-même entraîné vers un but inconnu...

C'est la raison pour laquelle elles échappent presque toujours à l'observation des contemporains, qui ne peuvent avoir une vue d'ensemble et dont l'horizon est partiellement obstrué par les événements qui se passent sous leurs yeux. Ne l'oublions jamais nous-mêmes, quand nous jugeons les événements dont nous sommes les témoins.

* * *

Nous venons d'esquisser l'influence des diverses économies sur les sociétés et leur développement. Déjà nous avons constaté combien il était dangereux d'être simpliste, absolu et théorique ; combien d'éléments se combinaient qui parfois s'exaspéraient, parfois s'équilibraient, parfois se neutralisaient. Il ne s'agissait pourtant que de l'influence économique, au sens large certes, mais limitatif et partial malgré tout. Quantité d'autres influences se font encore sentir qui relèvent de l'esprit et non de la matière, des croyances et du sentiment, non des choses et des faits tangibles. Or c'est l'ensemble de ces influences qui inspire l'organisation politique des sociétés, les régimes qu'elles adoptent tour à tour.

C'est dire la difficulté qu'il y a de déterminer les causes et les effets, les relations qui les relient, les forces qui les meuvent ou les freinent.

De plus, il est presque impossible, lorsqu'on se livre à de telles investigations, de faire abstraction de ses propres convictions, qui

viennent fausser la vision que l'on aurait si l'on pouvait faire acte de parfaite objectivité. Il en va de même, d'ailleurs, pour ceux auxquels on soumet le résultat des recherches entreprises, tout autant que pour celui qui les entreprend.

En outre, l'observation ne porte jamais sur des systèmes « purs », je veux dire construits sur un principe unique, dont on déduirait logiquement les conséquences. Les systèmes politiques sont un produit empirique et continu de l'expérience — ou de l'inexpérience — des sociétés, non point une création de l'esprit, sauf dans les livres. Ils apparaissent donc toujours mixtes et souvent contradictoires — comme la vie — et passent d'une structure à l'autre progressivement, en gardant parfois l'enveloppe ancienne pour entourer les institutions nouvelles. De telle sorte qu'il est fort malaisé de déterminer les caractères et l'origine propres à chacun d'eux, pour les opposer à ceux des autres. La tentation est grande de trop élaguer pour éclaircir, de trop simplifier pour classer, en définitive de fausser.

Enfin — je m'en plaignais déjà au cours de mon premier exposé — la terminologie actuelle est défectueuse. Les mots ont changé de signification, parfois perdu tout sens quelconque. Mais, et c'est cela qui est grave, ils se sont chargés en passant au travers des événements d'une énergie passionnelle, qui exerce aujourd'hui souvent dans une direction opposée à la primitive. Si bien que l'on fait entendre souvent, en les employant, le contraire de ce que l'on veut dire.

Tel est le cas, par exemple, de république et de monarchie. La République, au début, n'a rien à voir avec un système politique exclusif. C'est la « chose publique », comme le nom l'indique, la Cité, l'Etat. Elle pouvait avoir à sa tête un roi. C'est si vrai qu'au XVIII^e siècle encore, on connaissait la « République royale de Pologne ». Depuis la révolution, le sens s'est rétréci : une république est un Etat à gouvernement populaire. Au XX^e siècle, nouvelle acception : une république peut très bien être un Etat dictatorial.

Quant à la monarchie, sa signification primitive était claire : commandement d'un seul. Ce seul pouvait, d'ailleurs, être un tyran, un despote, et c'était bien souvent le cas. Mais petit à petit, parce que certains royaumes se sont tournés vers l'absolutisme, on a confondu roi et monarchie. Or le roi est fort loin d'être

toujours un monarque. Généralement au début, il ne l'est point. C'est un chef des chefs, un primat religieux et militaire, un guide — rex, de regere, diriger, conduire ; à la fin il l'est encore moins, le pouvoir ne lui appartient pas : le roi règne et ne gouverne pas. Ce qui n'empêche point que monarchie s'est substituée dans les esprits à royauté et s'oppose à république. Conséquence : on peut avoir des monarchies, telle l'anglaise, plus républicaine que des républiques.

Et je ne parle pas de démocratie. Depuis des années je n'en parle pas, parce que je n'aime point parler sans savoir ce que je dis. Démocratie n'a plus de sens aujourd'hui, tout au plus des contresens, et pour s'expliquer à son sujet il faut toujours la qualifier, l'adjectif l'emportant d'ailleurs sur le substantif :

Démocratie politique, sociale, libérale, autoritaire, bourgeoise, prolétarienne, représentative, plébiscitaire, parlementaire, référendaire, pure, mixte, jacobine, suisse, américaine, occidentale, orientale, etc... Autant dire qu'on ne dit rien.

Pour caractériser les systèmes politiques que nous avons aperçus, j'emploierai donc d'autres critères que les termes caméléons ci-dessus.

Je les examinerai au double point de vue de l'organisation du pouvoir et de la liberté de la personne humaine.

Dans les sociétés primitives et peu différenciées, groupe de famille, tribu, clan, le pouvoir est exercé par une pluralité : le roi, le conseil des chefs, l'assemblée des guerriers. Nous avons rencontré cette organisation partout : en Egypte, en Grèce, à Rome.

Mais dès que la société se développe, s'agrandit, se spécialise, cette organisation ne suffit plus : son cadre devient à la fois trop étroit, trop rigide ou trop lâche. Elle se modifie suivant les circonstances, les besoins, les conditions économiques ou militaires, les croyances, en prenant des directions par conséquent différentes.

Si l'Etat s'étend, s'enrichit, on voit le pouvoir s'élargir : l'autonomie locale apparaît, pour l'articuler. Des membres plus nombreux de la population participent peu ou prou à la vie publique ; la classe moyenne, la bourgeoisie en prend sa part. Le Conseil s'ouvre : d'autres assemblées le doublent ou le contrôlent ; les privilèges des chefs de famille, des propriétaires, des prêtres, bref de l'aristocratie primitive cèdent à une égalité de droit civique de

plus en plus grande en surface et en profondeur. Un équilibre, fait de mesure et de compréhension, de services réciproques, s'établit. On en arrive à la royauté libérale de l'Égypte ou à la Cité grecque de l'époque classique, à la Rome de l'expansion italique. Cela rappelle tour à tour et suivant les cas, avec les distinctions qu'imposent les différences d'époques et de mentalité, nos cantons à landsgemeinde, les grandes communes de la fin du moyen âge, la république patricienne et oligarchique de Berne, certains même de nos royaumes dits constitutionnels.

Si l'Etat devient plus grand encore, plus vaste, plus hétérogène, ou s'il intervient dans la vie sociale, puis économique, le pouvoir ne peut plus être exercé en fait par ses titulaires extérieurs : la charge en devient trop lourde pour le simple citoyen comme pour le magistrat. On voit apparaître les instruments du pouvoir, les fonctionnaires, l'administration. Peu à peu l'administration s'identifie à l'Etat, s'empare en fait du pouvoir, qui ne peut plus se déployer sans elle. Elle en est le support et bientôt le foyer, à l'occasion le chancre. Cette évolution se produit aussi bien sous les régimes dits absolus que sous les libéraux. Nous rencontrons alors un système politique qui n'est ni la monarchie, ni la démocratie, mais la bureaucratie. Cette constatation si pertinente — et si spirituelle — n'est pas de moi, je m'empresse de l'ajouter, mais du grand sociologue italien Mosca. Elle n'a point perdu de sa vérité depuis qu'il l'a formulée. Cette organisation bureaucratique du pouvoir est d'autant plus solide et stable, envahissante aussi, qu'elle est anonyme et irresponsable, diffuse et facilement omnipotente. Elle résiste longtemps aux coups du sort et aux assauts du temps par son armature même. Elle représente une sécurité, à la limite de la tutelle. Lorsqu'elle s'aggrave, elle annonce, puis consacre le vieillissement de la société, son déclin, sa chute ou sa mort.

Une autre constatation, fort importante aussi quoique banale, c'est que les périodes prolongées de violence — crises, troubles ou guerres — de lutte par conséquent, exigent une concentration du pouvoir — on dirait aujourd'hui décrets-lois ou pleins pouvoirs — pour assurer l'unité de commandement et la rapidité des décisions. C'est alors que se constituent les monarchies au vrai sens du mot, royales et dynastiques, comme en Égypte, tyranniques et passagères comme en Grèce, impériale et militaire comme à

Rome. Elles ont pour but et pour effet d'assurer la primauté de l'Etat sur l'individu.

A propos d'empire, il semble bien que cet assemblage de peuples et de pays, ce conglomerat, ne soit guère compatible — toujours dans l'antiquité — avec une organisation unitaire du pouvoir. La disparité, la diversité des composantes s'y opposent. Mais elles menacent la solidité de l'ensemble et risquent la dislocation. Il faut entre elles un lien. Il ne peut être racial ni purement national ; plutôt personnel et général. On le trouve dans la dynastie commune, héréditaire ou élective : les Pharaons, les Césars. — Si la fédération n'en sort pas.

Enfin et au contraire, nous avons pu constater que les périodes de paix, de stabilité, de sécurité — conditions et mères de la prospérité — sont favorables au développement de la personne humaine, au libéralisme, à la liberté, disons à l'égalité dans la liberté, puisque nous en connaissons une dans la servitude. Ce sont les époques d'activité économique, d'échanges, de richesses qui voient se développer l'égalité juridique dans le bien-être général et se manifester les pouvoirs « sociaux ». C'est ce qui a fait dire à je ne sais ou ne veux plus savoir quel mauvais plaisant : « La démocratie ça va très bien quand tout va bien. »

Les choses changent lorsque les crises réclament de chacun une dure discipline que l'autorité doit imposer, lorsque, la production se réduisant, les problèmes de distribution passent au premier plan et font éclore l'étatisme. L'égalité se rompt et la hiérarchie *se reforme*, sous un aspect nouveau.

Ce qui frappe le plus, je crois, c'est que tous les régimes, comme les hommes dont ils sont faits et qui les font, ont leur qualité et leurs défauts, leurs qualités qui deviennent à leur tour des défauts par exagération ou cristallisation :

La liberté, la licence, l'anarchie, la dictature.

Le libéralisme, l'indépendance individuelle, l'égalité juridique, la richesse personnelle, le capitalisme, le luxe, le surcapitalisme, le prolétariat, les inégalités criantes, l'interventionnisme social, la solidarité forcée, l'égalitarisme, l'étatisme, le nivellement, l'asphyxie.

L'autorité, la discipline, l'autoritarisme, l'assujettissement, l'autocratie, le despotisme, l'asservissement.

Cette évolution, volontairement exposée avec simplisme et brutalité, n'est évidemment ni continue ni constante. Les événements

extérieurs et intérieurs, matériels ou spirituels, peuvent la contrecarrer, la suspendre ou l'interrompre. Mais elle reste sub-jacente, comme un leitmotiv dans une symphonie, une onde porteuse sous les modulations.

Il ne paraît guère douteux que les régimes s'affaiblissent, dégénèrent et parfois meurent par l'exagération de leur principe.

Rien de plus naturel : la vie est complexe ; elle ne se laisse pas ramener à l'unité ; elle n'a pas un besoin d'absolu comme l'esprit. Elle est faite d'éléments divers, opposés, contraires, qui doivent se concilier ou si vous préférez s'équilibrer.

L'équilibre, n'est-ce pas une des grandes lois de l'univers physique ? On l'appelle la modération, la mesure, la tolérance dans le monde moral. Quand il est rompu, il tente de se rétablir ; d'où la lutte. C'est le cas pour la confrontation de la personne humaine et de l'Etat. L'intérêt particulier et l'intérêt général doivent se coordonner. Suivant quels principes ? Ceux que dicte l'idéal d'une époque, pour ne pas dire une foi.

Les civilisations, les sociétés qu'elles expriment, sont basées sur une conception commune, un idéal commun, une foi commune. Quand la conception s'évanouit, que l'idéal s'efface, que la foi disparaît, sociétés et civilisations muent. La mue est toujours délicate ; elle est parfois mortelle.

Comme elles, les systèmes politiques, qui en sont le vêtement de puissance, ont une vie, donc une mort.

Faut-il le regretter ? Il ne m'appartient pas de répondre. Ce que je sais, c'est que, pour germer, le grain doit mourir. L'essentiel, c'est qu'il soit bon et la terre aussi. C'est la rançon et l'espérance des moissons futures.

Marcel PILET-GOLAZ.